



PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE SCOLAIRE SANS STRESS

DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS DE SALAIRE

0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2025





www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0671 du 23 au 29 Septembre 2025- Prix : 250 F CFA

PROFESSEUR PRENAM HOUZOU-MOUZOU

L'EXCELLENCE ACADÉMIQUE A LA TÊTE DE L'UNIVERSITÉ DE KARA **P.4**



RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2025 :



Sandra Ablamba Johnson, MSGPC lors du lancement du Rapport sur le développement humain 2025.

LE TOGO Désormais dans la catégorie des pays à "INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN"

P.3

Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller, dès le premier jour.



Jusqu'à 5mois* de salaire

Réponse en 24H**

Remboursement sur 11mois maximum



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

www.bootogo.com

EDITO

POUR LE TOGO,
SOYONS POSITIFS
ET VRAIS

S'il est aujourd'hui un vœu à faire pour notre pays, c'est justement que ses fils et filles contribuent à sa construction et non à sa destruction.

C'est l'occasion de nous appeler à taire nos rancœurs de tous ordres, à nous projeter vers un avenir reluisant tout en jouant chacun sa part là où nous nous trouvons.

Nous n'avons pas besoin de peindre notre pays en Noir. Nous n'avons pas besoin de noircir NOS DIRIGEANTS ET ACTEURS POLITIQUES. Nous avons plutôt l'impérieux devoir de les aider par nos apports, et même nos critiques constructives, afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de l'humanité, de notre brève existence sur cette Terre qui nous a vus naître et qui, sûrement, nous verra partir, un beau jour.

La question essentielle que nous devons nous poser tous les jours, est de savoir quelle aura été la contribution pour construire un monde viable ? Quel rôle ai-je joué dans la construction de notre cher pays le Togo ? Ai-je passé le clair de mon temps terrestre à détruire l'image du pays, à détruire mes prochains, à agir comme le diable dans la vie de mon prochain ? La question demeure entière.

Chaque jour est une épreuve, sachons-le. Mais tâchons de transformer nos faiblesses en Forces et nos défauts en Qualités. Le travail sur soi est plus qu'impérieux dans notre marche vers la construction d'une Nation prospère et paisible.

Soyons tout simplement POSITIFS ET VRAIS dans nos actes. Notre Pays, le Togo, en a vraiment besoin.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

PROFESSEUR PRENAM HOUZOU-MOUZOU

L'EXCELLENCE ACADEMIQUE A LA TETE DE L'UNIVERSITE DE KARA

On la sentait venir. Mais peut-être pas de sitôt. Cependant, aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. On peut appliquer cette maxime bien connue de tous à Prénom Houzou-Mouzou qui vient d'être nommée, par décret du Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, à la tête de l'université de Kara. Une première pour une femme au Togo. Peut-il en être autrement, vu le parcours de la jeune Présidente d'Université ? Ceux qui la connaissent n'en doutent pas un seul instant.

Tenez ! Assistante chef de clinique en 2012 à l'université de Kara, Maître-Assistante du CAMES en 2015, Maître de Conférences Agrégée (major de promotion) en 2018, Professeure Titulaire en 2022, Vice-Doyenne de la Faculté des Sciences de la Santé de 2021 à 2024, puis Doyenne depuis septembre 2024. La nomination du médecin lieutenant-colonel Prénom Houzou Mouzou n'est qu'un parachèvement d'un parcours tout tracé.

Ceux qui la côtoient sont formels. " Le Professeur Prénom HOUZOU-MOUZOU incarne l'ex-



Professeur Houzou Prénom

cellence académique, le leadership institutionnel et l'engagement au service de la santé, de la recherche et de la formation. Son parcours exceptionnel, jalonné de premières historiques, témoigne d'une rigueur scientifique et d'un dévouement sans faille à la promotion du savoir et à l'émancipation des femmes dans les sphères académiques et militai-

res ", affirment-ils.

Celle qui a présidé plusieurs commissions stratégiques, dont celle de la recherche et de l'innovation, et dirigé le comité d'organisation du 20ème anniversaire de l'Université de Kara, est titulaire de diplômes des universités de Lomé, d'Abidjan et de Lille et ancienne Interne des Hôpitaux du Togo. Elle a

également présidé la Commission Médicale Consultative du CHU-Kara, contribuant activement à l'amélioration des soins et à la structuration des services hospitaliers dans la région. Depuis 2012, elle dirige le service de rhumatologie du CHU-Kara, premier service spécialisé décentralisé hors de Lomé.

Première Femme militaire interne des hôpitaux, la première Femme militaire Professeure d'Université, la première Femme Doyenne de faculté à l'Université de Kara, et désormais la première Femme Présidente d'Université au Togo, "La Madré", terme affectueux dont les étudiants l'affublent, est une figure emblématique du mérite, du courage et de la compétence, un symbole fort pour la jeunesse togolaise, pour les femmes engagées dans les carrières scientifiques et pour l'ensemble de la communauté universitaire.

Distinguée par la Mission des Nations Unies au Darfour, décorée Chevalier puis Officier de l'Ordre National du Mérite, le Professeur Houzou Prénom ouvre une nouvelle ère de gouvernance inclusive, d'innovation académique et de rayonnement international pour l'Université de Kara. Bon vent à elle.

USA : Les menaces de Donald à l'endroit des chaînes de télévision critiques

Donald Trump, le président Américain n'y va pas de mains mortes. Il partira bientôt en guerre contre les chaînes de télévision qui lui sont critiques, qui ne lui " donnent que de la mauvaise presse ". Selon Donald Trump, les chaînes de télévision risqueraient de perdre leur autorisation de diffusion pour toute couverture médiatique négative de son administration.

" Pour la télévision, il y a une licence. Je vais vous donner un exemple. J'ai lu quelque part que les chaînes étaient contre moi à 97 %. Elles ne me donnent que de la mauvaise presse. Je veux dire, elles ont une licence, peut-être que leur licence devrait être retirée. Si vous regardez bien, tout ce qu'elles font, c'est de s'en prendre à Trump. Elles ont une licence. Elles n'ont pas le droit de faire ça. Elles sont une branche du parti démocrate ", a déclaré le président américain.

Cette sortie du président américain fait allusion au retrait par ABC de l'émission nocturne " Jimmy Kimmel Live ", après des propos polémiques de l'humoriste sur Charlie Kirk. Un geste que Donald Trump a qualifié de " bonne nouvelle pour l'Amérique ".

Il faut préciser que cette affirmation de Donald Trump sur l'éventualité de retrait de licence aux chaînes de télévisions qui lui sont critiques, repose le sujet sur la liberté de la presse aux États-Unis, un pays présenté comme un leader pour ses prouesses en matière de la liberté d'expression.

Un réel contraste se lit désormais en observant les régulations des médias en Afrique, où habituelle-



Donald Trump, président des USA

ment lorsque des mesures du genre sont prises, notamment des suspen-

sions de chaînes, retrait d'autorisations de diffusion ou fermeture de

médias, elles sont régulièrement dénoncées par les ONG et les chancelleries européennes et dans le monde s comme des atteintes aux libertés fondamentales.

Les propos aujourd'hui du président Donald Trump permet une double assertion et ceci dépendrait de là où on se trouve avant les analyses. Comme quoi, ce qui est vu comme une " défense de la démocratie " à Washington peut être perçu comme une " dérive autoritaire " lorsqu'il s'agit de pays africains. Tout simplement et ceci en fonction de la boussole. Triste réalité.

Crédo TETTEH

Affaire Aamron-Procureur de la République :

L'artiste Aamron accusé des chefs d'incitation au soulèvement contre l'autorité de l'Etat, outrage envers les représentants de l'autorité publique et diffusion de fausses nouvelles, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, selon le Parquet

Interpellé le vendredi 19 septembre 2025 en son domicile par la police judiciaire, l'artiste Tchalla Essowé, alias Aamron, a été dans un premier temps placé en garde à vue et déferé le même jour devant un juge d'instruction dans le cadre d'une information judiciaire ouverte contre lui.

La poursuite de l'enquête a permis d'établir un lien entre celui-ci et dame Gnacadé dans la commission des actes imputés à cette dernière.

En effet, conduit le même jour devant le juge d'instruction, le sieur Tchalla Essowé a été inculqué des chefs d'incitation au soulèvement contre l'autorité de l'Etat, outrage envers les représentants de l'autorité publique et diffusion de fausses nouvelles, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, et placé sous contrôle judiciaire.



Tchalla Essowé alias Aamron

" ... Il est apparu que courant la période juillet à septembre 2025, il a rencontré à plusieurs reprises dame Gnacadé Essozimna, période au cours de laquelle celle-ci s'est livrée à des appels séditionnels à l'armées constitutifs d'incitation au soulèvement contre l'autorité de l'Etat. Au vu de ces contacts qui, au regard des circonstances, paraissent s'inscrire dans un contexte subversif, monsieur Tchalla Essowé a été interpel-

lé le 19 septembre 2025 et placé en garde à vue... ", a déclaré le Procureur de la République, Mawama Talaka.

" M. Tchalla Essowé, alias Aamron, qui présentait un trouble psychiatrique, avait été interné dans un hôpital psychiatrique d'où il est sorti le 21 juin 2025 avec une obligation de soins ", a précisé le Procureur de la République lors de son intervention.

Rappelons que le sieur Tchalla Essowé, alias Aamron, avait été une première fois déjà interpellé le 26 mai 2025 pour outrage envers les autorités publiques et diffusions de fausses nouvelles. L'enquête conduite, selon le Procureur de la République, par le magistrat instructeur s'attachera à préciser son degré d'implication dans les faits reprochés à dame Gnacadé Essozimna.

Crédo TETTEH

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2025 : LE TOGO DÉSORMAIS DANS LA CATÉGORIE DES PAYS À "INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN "

C'est une vraie performance que vient de réaliser le Togo dans l'évaluation de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies. Le pays passe de la catégorie des pays à " indice de développement humain faible " à la catégorie des pays à " indice de développement humain moyen " .

Par Ali SAMBA

Sandra Johnson, la Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil, ne boude pas son plaisir quant à ce bond de géant réalisé par le Togo, qui se positionne au 2ème rang dans l'espace UEMOA, après la Côte d'Ivoire, et au 4ème rang dans la CEDEAO, après le Cap-Vert, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Dans ce classement sous régional, le Togo passe devant le Nigéria. " Cela confirme une fois encore l'engagement et la volonté du Président du Conseil de mettre l'humain au centre du développement du Togo ", a déclaré Sandra Johnson, lors du lancement du rapport hier lundi à Lomé.

Le Togo affiche ainsi une progression continue de son IDH depuis 2010, et se situe au-dessus de la moyenne des pays à faible développement humain. Il est aussi l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à se rapprocher de la catégorie des pays à développement humain moyen " .

" Bien que la Côte d'Ivoire surpasse le Togo en IDH brut, celui-ci affiche un meilleur score ajusté aux inégalités (0,363 contre 0,350 pour la Côte d'Ivoire), traduisant une répartition plus équitable des progrès humains ", fait observer le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au Gouvernement, on estime que ces avancées sont enregistrées grâce aux réformes ambitieuses engagées dans le cadre de la feuille de route gouvernementale 2020- 2025 sous l'impulsion du Président du Conseil et qui ont permis d'améliorer les indica-



Binta Sanneh, la Représentante-résidente du PNUD (g) remettant officiellement le rapport à Sandra Ablamba Johnson (d)

teurs de santé, d'éducation et le Revenu National Brut par habitant, qui est passé de 2748 \$ US dans le rapport 2023-2024 à 2 856 \$ US dans le rapport 2025.

Le rapport sur le Développement Humain, édition 2025 est intitulé : " Une affaire de choix : individus et perspectives à l'ère de l'intelligence artificielle ".

Son lancement au Togo intervient dans le contexte où le monde fait face à un nouveau paradigme, notamment l'émergence de l'intelligence artificielle définie comme un ensemble de technologies et de programmes informatiques, permettant à des machines de reproduire des comportements humains, comme le raisonnement, la planification et la créativité, en se basant sur l'analyse de données pour prendre des décisions et s'adapter à des situations nouvelles.

A en croire Sandra Johnson, l'édition 2025 du rapport sur le développement humain s'est appesanti sur ce nouveau phénomène en examinant de manière approfondie les tensions croissantes entre les avancées technologiques rapides dans le domaine de l'intelligence artificielle et la stagnation relative des progrès en matière de développement humain. Le rapport tire aussi la sonnette d'alarme sur les risques d'exclusion des jeunes, des per-

sonnes âgées, des femmes et des personnes handicapées, de l'utilisation et des bénéfices de l'intelligence artificielle, surtout dans les pays à indice de développement faible. " Il y a donc nécessi-

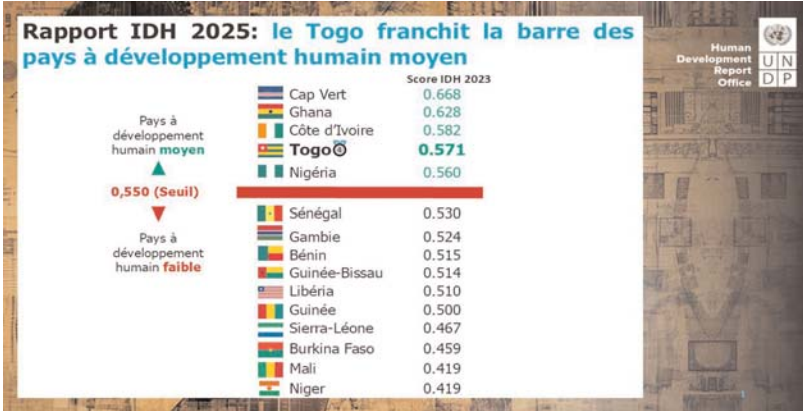
té d'une régulation proactive pour éviter d'accentuer les inégalités en amplifiant les fractures sociales, géographiques et économiques ", a indiqué Sandra Johnson.

Il est à rappeler que le Gouvernement togolais met en œuvre une Feuille de route gouvernementale 2020-2025, avec pour, entre autres ambitions, de faire du pays un hub numérique régional, axée sur l'inclusion des citoyens, la digitalisation des services publics et la modernisation de l'économie comme le prévoit l'axe 3 de ladite Feuille de Route.

Binta SANNEH, la Représentante Résidente du PNUD au Togo, a salué les progrès importants réalisés par le Togo en matière de développement humain. " Ces dernières années, le pays a enregistré des avancées notables, notamment

dans l'accès à l'éducation, la couverture santé, la digitalisation des services publics, ainsi que la mise en œuvre de politiques sociales innovantes en faveur des populations vulnérables ", a-t-elle relevé, ajoutant que le Togo a déjà fait le choix résolu de la transformation numérique et de la modernisation des services publics. Elle a précisé qu'à travers sa Feuille de route gouvernementale 2025, son ambition est claire : bâtir une croissance inclusive, innovante et durable. Le moment est donc propice pour intégrer les recommandations du rapport dans les politiques publiques nationales et régionales.

Sur certains plans, le gouvernement a anticipé sur certaines recommandations contenues dans le rapport, notamment l'accès des filles à l'éducation, surtout dans les milieux ruraux. Le récent lancement officiel de la campagne nationale de distribution de kits scolaires en est l'exemple palpable. Au total, plus de 100 000 élèves provenant de 800 localités réparties dans 64 cantons à travers tout le pays, vont bénéficier chacun d'un kit scolaire complet comprenant des fournitures essentielles à la réussite scolaire.



Affaire Gnakadé - Sortie du Procureur de la République :

Dame Gnakadé Essozimna a délibérément détruit un élément de preuves au cours de sa garde à vue afin d'entraver le cours de la justice, selon Le Procureur de la République

Intervenant ce samedi soir dans l'édition de 20h du journal sur la Télévision togolaise pour situer l'opinion nationale sur l'affaire concernant l'ancienne ministre des armées placée hier sous mandat de dépôt par le juge d'instruction, le Procureur de la République, Mawama Talaka a donné moult précisions sur l'affaire en cours.

Selon le Procureur de la République, des indices graves et concordants pesaient sur la mise en cause, Dame Gnakadé. Ce qui naturellement a justifié et conduit à son interpellation le mercredi 17 septembre dernier, suivie de son placement en garde à vue par la police judiciaire.

Ensuite, plusieurs perquisitions ont été effectuées au domicile de l'ancienne ministre des Armées.

" Au cours de la garde à vue, elle a délibérément détruit un élément de preuves afin d'entraver le cours de la justice ", a affirmé le Procureur de la République.

" A l'issue de cette enquête, qui a permis de conforter les charges



Marguerite Gnakadé

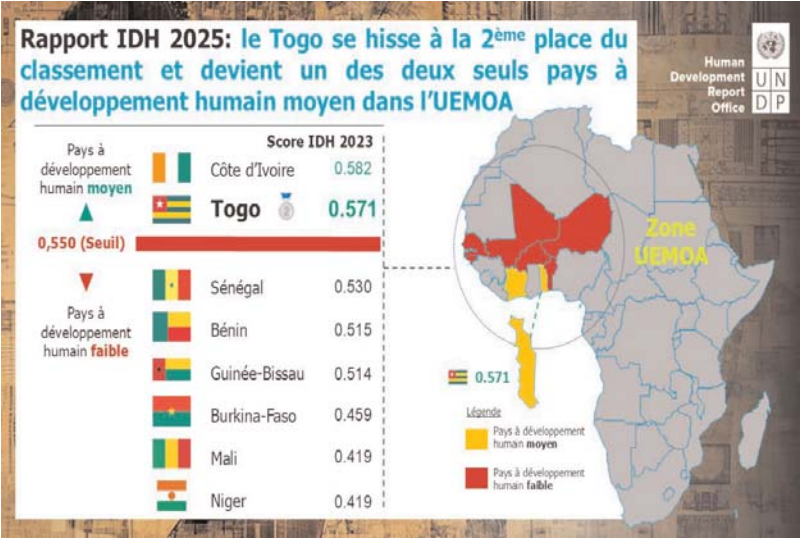
initiales recueillies à l'encontre de dame Gnakadé Essozimna, une enquête judiciaire a été ouverte par le Parquet de grande instance des chefs d'incitation à la révolte contre l'autorité de l'Etat, de publications de fausses nouvelles de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées, de troubles aggravés à l'ordre public et d'entrave au bon fonctionnement de la justice " a déclaré M. Mawama

Talaka

Ce qui a justifié donc son inculpation de ses faits par le juge d'instruction, et son placement sous mandat de dépôt.

Il faut retenir des propos du Procureur de la République que " l'information ainsi ouverte sera conduite par le juge d'instruction en stricte conformité avec le code de procédure pénale ".

Crédo TETTEH



Zozo

CNSS : UNE CAMPAGNE DE PRODUCTION DE CARTES AMU EN COURS JUSQU'AU 15 OCTOBRE



La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) poursuit l'extension de la couverture de l'Assurance maladie universelle (AMU) à de nouvelles catégories de bénéficiaires. Une campagne nationale de mise à jour des informations et de production de cartes uniques d'assurance est en cours au profit des bénéficiaires de pensions viagères et de rentes ayant travaillé hors du pays (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal) mais étant régulièrement payés par la CNSS. L'opération, en cours jusqu'au 15 octobre au siège de l'institution à Lomé concerne également leurs ayants droit, les veuves, veufs et orphelins. L'objectif est de garantir un accès facilité aux prestations de l'Assurance maladie universelle (AMU) et d'assurer une meilleure gestion et une meilleure traçabilité des informations personnelles au sein de la CNSS. De fait, les pensionnés sont invités à se présenter avec la carte nationale d'identité, le passeport ou la carte consulaire, la photocopie légalisée de leur acte de naissance et une photo d'identité récente sur fond blanc. Les conjointes et conjoints, veuves ou veufs, doivent quant à eux, se munir de l'acte de mariage légalisé, de leur acte de naissance légalisé et d'une photo d'identité récente, tandis que les orphelins fournissent leur acte de naissance légalisé et une photo d'identité récente.

"Une période de carence de trois mois, s'étendant d'octobre à décembre 2025, sera observée avant la jouissance effective des prestations de l'AMU, à compter du 1er janvier 2026", a précisé la CNSS. Pour rappel, l'assurance maladie universelle, opérationnelle depuis l'an dernier, vise à étendre la couverture des soins de santé à toutes les catégories de la population et à renforcer la protection sociale sur l'ensemble du territoire.

Source : @Republiquetogolaise.com

HCRRUN : DE NOUVELLES INDEMNISATIONS ANNONCÉES DANS LA RÉGION CENTRALE

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) s'apprête à lancer le 29 septembre prochain, une nouvelle session d'indemnisation. L'activité, prévue jusqu'au 3 octobre, concerne les victimes non vulnérables de la région Centrale.

Les opérations se dérouleront dans les locaux de la préfecture de Sotouboua. Elles prendront en compte les populations des cantons d'Adjengré, Aouda, Boudjoundé, Fazzo, Kasaboua, Kériadé, Cessaro, Sotouboua, Tabindé, Tchébèbè, Tittigbè pour la préfecture de Sotouboua et les cantons de Blitta, Niki Niki pour la préfecture de Blitta.

Les victimes, dont la liste est disponible sur le portail électronique de l'institution et affichée dans les bureaux des mairies et préfectures concernées, sont invitées à se munir de pièces d'identité en cours de validité. S'agissant des victimes dont les noms ne figurent pas sur la liste, elles sont invitées à "faire preuve de patience et de compréhension en attendant leur tour d'indemnisation".

Cette nouvelle opération fait suite à celles déjà organisées dans les Plateaux, la Kara et les Savanes.

Source : @Republiquetogolaise.com

Temple du Savoir :

Passation de service dans les Universités publiques du Togo

A l'issue des nominations des nouveaux présidents des Universités de Lomé et Kara, les passations de charges se sont effectuées "illico presto".

A l'Université de Lomé, c'est la salle Prof. Ahadzi-Nounou de la présidence qui a accueilli, ce samedi 20 septembre 2025, la cérémonie officielle de passation de service entre le président sortant de l'Université de Lomé, le Professeur Adama Mawulé Kpodar, et son successeur, le Professeur Kossivi Hounaké. Enseignants-chercheurs, responsables administratifs, hommes politiques, étudiants, partenaires institutionnels, parents et amis

dership du président du Conseil, SEM. Faure Essozimna Gnassingbé, la rigueur et la vision du Professeur Kpodar, tout en exprimant sa confiance dans la capacité du professeur Hounaké à relever les défis à venir.

Exprimant sa gratitude pour la confiance placée en lui durant son mandat, le Professeur Adama Mawulé Kpodar a salué les efforts collectifs ayant permis de renforcer la qualité de l'enseignement, la recherche scientifique et l'ouverture internationale de l'Université de Lomé.

Pour le Professeur Kossivi Hounaké, nouveau président de l'Université de Lomé, il y a nécessité



Passation de charges à l'Université de Lomé en présence du ministre Kanka Natchaba

étaient aussi présents.

C'est dans une ambiance empreinte de respect mutuel et de reconnaissance, que la cérémonie de passation s'est déroulée en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Kanka-Malik Natchaba, qui a salué le lea-

ter de consolider les acquis, d'améliorer les conditions de vie et d'étude sur le campus, et de renforcer les liens entre l'université et les secteurs socio-économiques.

Il a en outre exprimé sa reconnaissance pour cette marque de confiance placée en lui par les plus



Passation de service à l'Université de Kara

hautes autorités du pays et affirmé son engagement à poursuivre les réformes entamées par son prédécesseur. Il entend inscrire son mandat dans une dynamique de modernisation, d'inclusion et de rayonnement académique. Il n'a pas manqué d'exprimer sa volonté de dialoguer avec les différentes composantes de la communauté universitaire, pour bâtir une institution plus résiliente et plus ouverte sur le monde.

Le Professeur Kossivi Hounaké incarne désormais l'ambition de l'Université de Lomé, de demeurer un pôle d'excellence et d'innovation au service du développement national et continental.

A l'Université de Kara, c'est Prénom Houzou-Mouzou, 43 ans, qui a officiellement pris fonction en qualité de Présidente de l'Université de Kara, en remplacement du Prof. Kokou Tcharié. Médecin-colonel et spécialiste en rhumatologie, elle est la première femme à occuper ce poste.

De nombreuses distinctions décorent le parcours de la nouvelle Présidente de l'Université de Kara. Après un baccalauréat scientifique en 2000, elle rejoint l'École du service de santé des armées de Lomé, alliant discipline militaire et études médicales.

En 2002, elle obtient le brevet militaire de parachutisme au centre d'entraînement des troupes aéroportées. Médecin généraliste en 2008, elle se spécialise en rhumatologie et décroche en 2013 un certificat de spécialisation à l'Université de Cocody d'Abidjan.

Depuis 2012, elle dirige le service de rhumatologie du CHU de Kara, où elle s'impose comme une référence. Son parcours universitaire est bien impressionnant : maître-assistante en 2015, professeure agrégée en 2018 après le concours du CAMES à Libreville, puis professeure titulaire en 2022.

Crédo TETTEH

ASSURANCE MALADIE :

L'accès aux soins de santé de qualité à coûts réduits

Un an après son lancement en janvier 2024, l'AMU revendiquait déjà 2,4 millions de citoyens couverts, comprenant des actifs et des retraités. Seulement au cours de l'année 2024, l'Inam estime à 26 025 personnes le nombre de nouveaux bénéficiaires, ce qui porte à 509 902 le total de personnes couvertes par l'Institut depuis 2011, année de sa création.

Pour sa part, la Caisse nationale de sécurité sociale a compté, toujours au cours des 12 mois de l'année 2024, près de 174 000 assurés qui ont déjà effectué les mises à jour demandées pour obtenir leur carte AMU.

Avant cela, les chiffres étaient aussi reluisants. En 2017, où la CNSS comptait 11 362 employeurs dans sa base, les assurés étaient au nombre de 147 294. En 2020, le rapport est monté à 19 467 (employeurs) et 196 266 (assurés). Deux ans après, il est monté à 24 024 employeurs pour 303 065 assurés.

Dans les hôpitaux publics comme dans les centres de santé périphériques, les files d'attente racontent désormais une histoire différente. De plus en plus de patients se pré-



sentent avec leur carte d'assuré, confiants dans leur droit à des soins abordables. Les témoignages affluent : des mères qui peuvent accoucher dans des conditions décentes sans se soucier des frais, des enfants qui bénéficient de consultations régulières, des travailleurs qui reçoivent les traitements nécessaires pour rester productifs.

Le Togo écrit donc une nouvelle page de son engagement social. L'assurance maladie universelle, en déploiement progressif mais rapide sur le territoire, marque une révolution dans l'accès aux soins de santé pour les populations. Comme on peut le voir, l'Institut national d'assurance maladie (Inam) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) sont aujourd'hui au cœur de cette transformation visible, offrant un

filet de protection sociale qui change le quotidien de tout le monde.

Jusqu'à l'apparition du projet de l'AMU, l'accès aux soins de santé de qualité était un peu coûteux pour de nombreux Togolais. Les dépenses de santé, souvent pesantes pour les familles, les plongeaient dans des situations d'endettement ou les contraignaient à renoncer à se faire soigner. Face à ce constat, le gouvernement a fait le choix stratégique de bâtir une couverture maladie universelle, avec l'ambition de ne laisser personne sur le bord du chemin.

Au-delà de l'aspect sanitaire, l'assurance maladie universelle est un puissant vecteur de justice sociale. Elle réduit les inégalités, renforce la cohésion nationale et donne à chaque citoyen le sentiment d'appartenir à une société solidaire.

L'AMU est ainsi aujourd'hui l'un

des leviers les plus puissants qui réduisent la pauvreté et améliorent le capital humain. Chaque acte médical couvert, chaque hospitalisation prise en charge, chaque traitement remboursé est une victoire silencieuse contre l'exclusion et la précarité. Le Togo, par ce chantier majeur, prouve qu'investir dans la santé de sa population, c'est investir dans son avenir.

L'Inam s'occupe des agents publics, des pensionnés civils et militaires, des personnes et ménages vulnérables et la CNSS qui gère les salariés régis par le Code du travail, les indépendants et les ministres des cultes... Ces deux structures, sous l'égide de l'AMU, travaillent ensemble pour garantir l'accès aux soins de santé pour tous les **Togolais**.

Diplomatie - Conseil des Gouverneurs de l'AIEA : L'ÉLECTION DU TOGO, UNE AVANCÉE DIPLOMATIQUE MAJEURE

Notre pays marque une fois encore une avancée diplomatique majeure. A l'issue de la 69ème session de la Conférence générale qui s'est tenue à Vienne, en République d'Autriche, le Togo a été élu ce vendredi au sein du Conseil des Gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Cette élection consacre les efforts constants du Togo sous le leadership du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, qui ne cesse d'œuvrer inlassablement pour un Togo actif, respecté et pleinement engagé dans la gouvernance internationale.

Ainsi donc, le Togo se positionne stratégiquement aux côtés de pays tels que l'Arabie Saoudite, le Portugal, la Roumanie ou encore la Jordanie. Ce qui constitue une nouvelle responsabilité pour notre pays qui doit désormais prendre part directement aux grandes orientations liées à l'usage pacifique, sûr et responsable de l'énergie nucléaire.

Notons que l'accession du

Togo à ce cercle bien restreint s'inscrit dans la droite ligne de la diplomatie d'ouverture, de paix et de partenariat prônée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dont le leadership continue de hisser notre pays vers de nouvelles sphères d'influence et de responsabilité internationale.

Le Togo joue dans la cour des grands

En rejoignant le Conseil des gouverneurs, le Togo acquiert une plateforme stratégique pour faire entendre sa voix, contribuer aux grandes décisions internationales, et renforcer ses capacités nationales dans des domaines scientifiques et technologiques majeurs.

Cette avancée est l'illustration concrète de la vision d'un Togo moderne, souverain, et moteur d'initiatives multilatérales, portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Elle confirme une fois de plus le ferme engage-



Faure Essozimna Gnassingbé, Président du conseil

ment du pays à œuvrer, avec responsabilité et rigueur, pour un monde plus sûr, plus solidaire et plus coopératif.

Pour rappel, le Conseil des gouverneurs, principal organe exécutif de l'AIEA, joue un rôle central dans la gouvernance de l'Agence. Il supervise ses activités opérationnelles, approuve son budget, évalue les accords de garanties nucléaires et soumet des recommandations à l'Assemblée générale des Nations unies.

Créée en 1957 sous l'égide

des Nations unies, l'AIEA œuvre pour la promotion de l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de l'énergie nucléaire. Elle intervient notamment dans trois domaines clés notamment la sûreté nucléaire et la sécurité des installations, la non-prolifération des armes nucléaires, et les applications pacifiques du nucléaire, notamment dans la santé, l'agriculture, la gestion des ressources en eau et la production d'énergie.

Crédo TETTEH (avec presidenceduconseil.gouv.tg)

AGRICULTURE :

Une décennie d'actions pour préparer la relève

Pilier du développement et moteur de la croissance économique, l'agriculture occupe une place centrale dans la sécurité alimentaire du Togo. Conscient de cet enjeu, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, fait multiplier réformes et programmes ciblés, avec pour ambition de répondre aux besoins urgents de financement, de modernisation et de formation, afin de bâtir une nouvelle génération de producteurs capables de relever les défis de demain.

Le financement demeure l'un des piliers majeurs du développement agricole. Pour y répondre, l'État a créé en 2018 le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa). La même année, les Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) ont vu le jour, offrant une organisation structurée de la production. Ces blocs, d'au moins 100 hectares, réunissent producteurs, encadrement technique, mécanisation et accès facilité aux marchés.

À fin novembre 2023, 222 Zaap étaient opérationnelles, couvrant 32 230 hectares. Elles se répartissent en deux principales filières : 10 900 hectares dédiés aux produits vivriers et 900 hectares à l'anacarde. Lors de la campagne agricole 2023-2024, 2 176 producteurs, dont 485 femmes, ont exploité ces sites. Au total, 6 175 hectares ont été aménagés, dont 1



960 hectares pour le maïs, 1 780 pour le soja, 980 pour le riz, 110 pour le sésame et 900 pour l'anacarde. Dans le même élan, le Mifa a mobilisé 1,33 milliard de francs CFA, permettant l'acquisition de 24 tracteurs, 2 400 tonnes de semences de soja et 20 000 litres de biostimulants.

Miser sur le capital humain

La réussite de cette transformation repose aussi sur la formation. L'enseignement technique et la formation professionnelle comptent environ 75 300 apprenants pour l'année 2024-2025, répartis dans différentes filières. En août 2025, 400 jeunes ont participé au bootcamp agribusiness de Kpèlè, une initiative visant à renforcer leurs compétences pratiques en agriculture, élevage, pisciculture et aviculture. Au-delà

des cultures, l'élevage bénéficie d'une attention accrue. Dix sites ont été identifiés pour la création de Zones d'aménagement à la production bovine (ZAPB), couvrant 4 250 hectares sur les 5 000 prévus.

La campagne agricole de 2021 a marqué une nette progression de la production animale : 30,6 millions de têtes de volailles (+8 %), 5 millions de caprins (+8 %), 1,8 million d'ovins (+6 %), 473 582 bovins (+2 %) et 1,1 million de porcins (+2 %). Cette amélioration est le fruit de campagnes de vaccination particulièrement efficaces.

Des programmes complémentaires

Plusieurs initiatives viennent en appui à ces efforts. Le Programme régional d'intégration des marchés agricoles (Prima), prévu sur la

période 2021-2026, facilite l'accès aux marchés régionaux. Le Programme d'appui au Mifa (Promifa), pour sa part, soutient la production et la commercialisation. En septembre 2024, 300 producteurs, dont 200 femmes, ont été formés à la gestion des semences communautaires.

De plus, 200 bénéficiaires, parmi lesquels 116 femmes, ont suivi une formation sur le cycle financier de l'agriculteur.

En mai 2025, 300 agents techniques recrutés par le Promifa ont été formés sur les chaînes de valeur, l'appui aux ZAAP et les outils de vulgarisation. Parallèlement, la Direction de l'entrepreneuriat et du financement agricole (Defa), créée le 19 mai 2023, a pour mission de structurer et d'ancrer localement les mécanismes de financement.

Pris dans leur ensemble, ces programmes témoignent d'une approche intégrée : la Defa, structure le financement à l'échelle locale, le Promifa soutient la production et la commercialisation, le Prima ouvre les portes des marchés régionaux. Cette synergie d'actions illustre la volonté du gouvernement de bâtir une agriculture moderne, compétitive et résiliente, capable non seulement d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi de préparer la relève pour les décennies à venir.

Zozo

AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DANS LA CAPITALE : L'ANASAP EN CAMPAGNE DE CONTRÔLE DES SANITAIRES PUBLICS



Pour évaluer l'état de salubrité des sanitaires publics dans le Grand Lomé et la préfecture d'Agoué, l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP) a lancé, en début de semaine écoulée, une campagne de contrôle de ses infrastructures. Cette campagne, qui va se dérouler en deux phases (du 16 au 19 septembre dans le Grand Lomé, et du 23 au 26 septembre dans la préfecture d'Agoué), vise à apprécier les dispositifs mis en place pour la gestion des déchets solides mais aussi liquides qui en résulte.

Ainsi, à l'issue de cette campagne, des recommandations permettront de renforcer les conditions d'hygiène, de réduire les risques sanitaires et de contribuer à la protection de l'environnement, dans l'optique, comme le désirent les plus hautes autorités du pays, faire de la capitale un cadre de vie plus sain, durable et viable.

Selon le commandant de la Brigade de salubrité publique, NGla-Ami Kao, "il s'agit de faire l'état des lieux de la salubrité générale, d'apprécier le système de gestion des déchets et de formuler des recommandations pour améliorer l'hygiène et la propreté de ces installations".

Notons que cette initiative a fait l'objet d'un projet d'assainissement qui a été lancé il y a quelques mois, afin d'améliorer le cadre de vie dans plusieurs communes du Grand Lomé.

@mofite.ig

ENSEIGNEMENT : 575 ÉLÈVES PROFESSEURS DIPLÔMÉS DE L'ENS D'ATAKPAKÉ



L'École normale supérieure d'Atakpamé a certifié le vendredi 19 septembre une nouvelle promotion d'élèves professeurs non fonctionnaires au profit du secteur éducatif. Ils sont en tout 575 enseignants à recevoir leurs attestations après trois années de formation.

Ils sont issus de six filières : Mathématiques, Sciences de la Vie et de la Terre (SVT), Français, Anglais, Histoire-Géographie, ainsi que la Physique-Chimie et Technologie. La formation, alignée sur le système Licence-Master-Doctorat (LMD), est sanctionnée par une Licence professionnelle d'enseignement (LPE).

"Aujourd'hui, nous ne célébrons pas uniquement la fin d'un cycle, mais aussi le début d'un engagement plus vaste envers la société. Ces jeunes, formés avec rigueur et passion, sont désormais prêts à affronter les défis du monde professionnel et à porter haut les valeurs de l'école normale supérieure. Qu'ils soient les artisans d'une éducation plus juste, plus humaine et plus inclusive", a indiqué le président de l'ENS.

En rappel, l'ENS d'Atakpamé a fait l'objet de réformes il y a quelques années et fonctionne aujourd'hui conformément aux textes régissant le statut des universités publiques. L'ambition du gouvernement est de garantir un accès élargi à la formation pour les étudiants éligibles, afin de disposer d'un vivier d'enseignants qualifiés au service aussi bien des établissements publics que privés.

Source : @Republiquetogolaise.com

OTR

Je paie ma TVM sur l'application OTR-TVM avant le 1er avril 2025

Application disponible sur Google Play

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier

Rapide, Simple, Sûr

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Routes - OTR

FEDERER FOM



-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

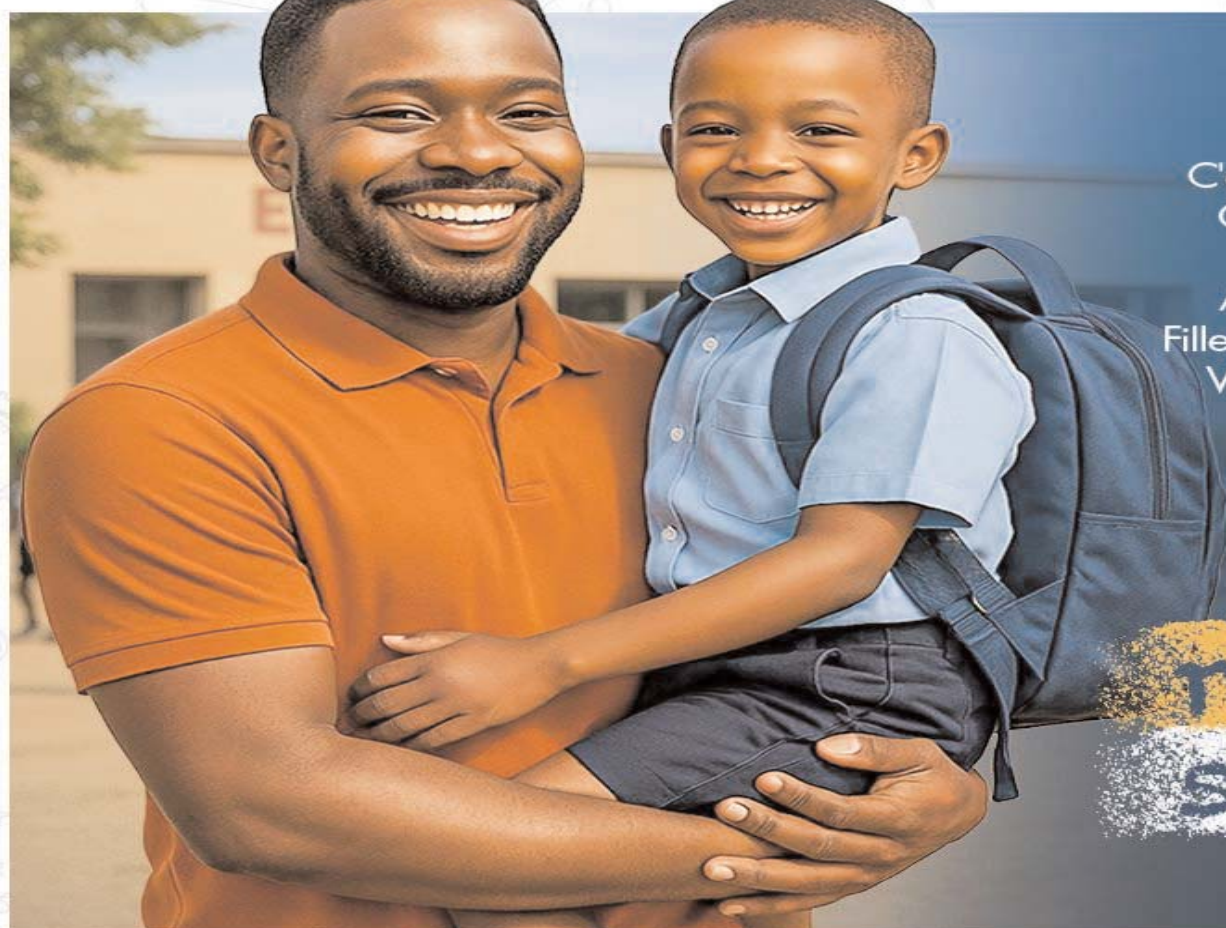
POUR PLUS D'INFORMATIONS

8201



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



C'est la fin des belles vacances
C'est l'école qui recommence
Les jours de fêtes sont partis
Adieux beaux jours si tôt finis
Filles et garçons, pas de tristesse
Vite au travail et sans paresse
A l'école, on s'amuse aussi
Et l'on retrouve tous ses amis

Bonne

**rentrée
scolaire**



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE

TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller,
dès le premier jour.



Jusqu'à
5mois* de salaire



Réponse en **24H****



Remboursement sur
11mois maximum

* Offre soumise à conditions.
** Pour les remboursements et réglés pour les nouveaux dossiers.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



f | www.boatogo.com